

# Contribution au débat...

Le CA-PAN-UNEF, Comité d'Action UNEF de Paris, Droit - Sciences Eco, pense que la situation actuelle du mouvement étudiant rend urgent un large débat sur les orientations du mouvement et son organisation.

Le débat a été ouvert dans le précédent numéro.

Nous voulons apporter ici notre contribution sur la base de notre expérience militante

I. — La politique de la bourgeoisie à l'Université, politique d'adaptation de l'Université au capitalisme moderne par sa restructuration, et sa rentabilisation est particulièrement claire en fac de Droit et Sciences Eco.

• *Une fac pseudo-technicienne :*

L'astuce de la bourgeoisie est d'affirmer que le but des études de Droit et de Sciences Eco n'est plus de former des têtes pensantes avec culture, mais des cadres utiles à la production ou des administrateurs de bonne qualité, sous entendu : vous voyez bien que les « contestataires » sont particulièrement « vicieux », lorsqu'ils taxent notre enseignement d'idéalisme... nous sommes plus rigoureux qu'eux, nous n'avons pas de principes abstraits... A la limite, la bourgeoisie tente de faire croire qu'elle est garante du respect du matérialisme scientifique (sociologie de Duverger).

• *Restructuration en U.E.R. :*

La restructuration en U.E.R. traduit cette évolution, malgré le secret dont sont entourés les débats du Conseil de gestion, on voit déjà se dessiner l'orientation générale : la plupart des U.E.R. sont destinées à former une grande masse d'étudiants pour des emplois de cadres moyens, voire inférieurs (emplois administratifs ou de gestion d'entreprise), c'est le cas des U.E.R. de gestion d'entreprise, de développement, etc. ; d'autres cherchant

à concurrencer les Grandes Écoles, sont réservées à quelques futurs cadres supérieurs, telle l'U.E.R. d'économétrie.

C'est la sélection qui permet à la fois d'orienter les étudiants entre les différents U.E.R. selon les besoins de l'« économie » et d'éviter le « gaspillage » de la formation tel qu'il était jusqu'à maintenant pratiqué.

II. — La politique de la bourgeoisie à l'Université est aussi déterminée par la lutte politique qu'elle a menée contre le mouvement étudiant à différents niveaux

1) *Eclatement de la faculté en différents centres*, dont le recrutement et la localisation géographiques varient et dans lesquels la durée des études est très brève (1<sup>ERS</sup> cycles), ce qui rend particulièrement difficile l'implantation du mouvement étudiant (St-Maur, Clignancourt). Détail piquant : le centre de Clichy, où le mouvement s'était bien implanté, a été transformé en fac de Lettres, donc vidé de ses anciens étudiants.

L'absence de militants dans ces centres, qui ne regroupent que de nouveaux étudiants et qui tendent à constituer de plus en plus des touts indépendants coupés des autres centres universitaires, est de plus en plus dangereuse dans la mesure où les étudiants qui y seront passés restent en dehors des luttes universitaires.

2) *Diversification des mesures à l'égard du mouvement étudiant : sélection et mesures répressives*, non seulement entre les différents centres, mais encore selon les années, voire les cours ou les T.D., dans le but d'obscurcir les principes de sélection du Conseil de gestion. Exemple : alors qu'il n'y a juridiquement de contrôle d'assiduité et des connaissances que dans les TD., un professeur fait des interrogations écrites toutes les semaines pendant son cours.

Le CA. doit faire apparaître clairement cette tactique aux étudiants, et dégager les objectifs de lutte unifiants les plus significatifs.

3) *Les tentatives d'intégration par la participation :*

La participation est particulièrement insidieuse à la fac de Droit : malgré le fait que les élections aient aidé les groupes fascistes — GUD Occident —, à se réintroduire à la faculté sous couvert de gentils petits réformistes, la participation semble encore à beaucoup d'étudiants avoir des côtés positifs, parce qu'elle a permis de remplacer par une direction réformiste l'ancienne administration réactionnaire de la fac. Mais les illusions sont quand même tombées assez bas, du fait que les seules mesures du Conseil transitoire de Gestion dont les étudiants se sont aperçus jusqu'à maintenant sont des décisions sur la sélection ; la suppression de la première

session d'examens, et son remplacement par le contrôle continu obligatoire, etc.

Ceci, malgré les efforts de l'UNEF dit « Renouveau » pour en vanter les mérites. Nous ne citerons qu'une de leurs affiches, suffisante pour les « démasquer » aux yeux des masses :

« Le contrôle continu des connaissances ne correspond pas à une dévalorisation des diplômes, puisque  
en 1968 examen 50 % reçus.  
en 1969 contrôle continu 39 % . »  
L'argument est de poids.

Mais nous avons quand même encore à lutter contre les illusions « qu'il faudrait une autre participation, une plus démocratique », etc.

III. — L'analyse précédente que nous venons de faire de l'évolution actuelle de la faculté montre clairement le rôle de charnière de la sélection dans la restructuration de l'université et détermine l'importance de mener des luttes de masse contre elle.

En effet, ce rôle central conduit la bourgeoisie à une attitude très dure sur le problème et fait qu'il est l'occasion pour les étudiants d'affrontements politiques susceptibles de les faire progresser.

Dans cette perspective, nous mènerons la lutte idéologique de manière à aider cette progression en montrant mieux à quoi l'enseignement dispensé prépare les étudiants : être des exploités (pour quelques uns) ou des servants dociles du capitalisme pour la grande masse.

Nous pensons qu'une grande attention à l'heure actuelle doit être accordée aux problèmes du mouvement étudiant. Le dynamisme stratégique et tactique de la bourgeoisie et la diversité de ses attaques rendent nécessaire une réponse globale et coordonnée du mouvement étudiant.

Il faut centraliser les faits et renseignements pour en avoir le plus possible une connaissance synthétique, et déterminer les cibles privilégiées. C'est nécessaire au niveau d'un Comité d'Action (cf. contrôle des connaissances) et encore plus au niveau national de l'UNEF, d'autant plus que le mouvement étudiant a besoin de concentrer ses forces et que la dispersion volontairement entretenue par certains l'affaiblit dangereusement. C'est également au niveau national que peut être définie la nécessaire politique d'implantation dans les nouveaux centres.

Enfin, seule l'UNEF peut, en coordonnant des luttes nationales, aider les militants révolutionnaires des facs

où, malgré tout, tout le potentiel est relativement faible à mener des luttes.

CA. PAN-UNEF

**L'ETUDIANT de France.**  
**N° 4. Janvier 1970**